



COMMUNICATION FINANCIERE au 31 décembre 2022



COMPTES SOCIAUX **au 31 décembre 2022**

BILAN		
(en milliers MAD)		
ACTIF	31 déc 2022	31 déc 2021
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	54 474	24 384
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	221	946
A Vue	221	946
A Terme	-	-
CREANCES SUR LA CLIENTELE	26 848 614	26 183 116
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	2 787	2 262
Crédits et financements participatifs à l'équipement	26 816 162	26 158 280
Crédits et financements participatifs immobiliers	17 186	19 852
Autres crédits et financements participatifs	12 479	2 722
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créance	-	-
Titres de Propriété	-	-
Certificats de Sukuks	-	-
AUTRES ACTIFS	562 766	300 649
TITRES D'INVESTISSEMENT	1 131 044	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	1 131 044	-
Autres Titres de Créance	-	-
Certificats de Sukuks	-	-
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES	25	25
Participation dans les entreprises liées	-	-
Autres titres de participation et emplois assimilés	25	25
Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
CREANCES SUBORDONNEES	-	-
DEPÔTS D'INVESTISSEMENT PLACES	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	154	320
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	42 138	44 719
TOTAL ACTIF	28 639 435	26 554 158

PASSIF	31 déc 2022	31 déc 2021
BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX		
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	12 665 807	9 959 027
A Vue	-	-
A Terme	12 665 807	9 959 027
DEPOTS DE LA CLIENTELE	-	-
Comptes à Vue Créditeurs	-	-
Comptes d'Epargne	-	-
Dépôts à Terme	-	-
Autres Comptes Créditeurs	-	-
DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS	-	-
TITRES DE CREANCE EMIS	9 958 173	11 186 604
Titres de Créance Négociables	1 000 155	2 541 450
Emprunts Obligataires	8 958 018	8 645 154
Autres Titres de Créance Emis	-	-
AUTRES PASSIFS	271 396	34 157
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	72 709	51 705
PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
SUBVENTIONS, FONDOS PUBLICS AFFECTES ET FONDOS SPECIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNEES	1 010 790	1 000 000
DEPÔTS D'INVESTISSEMENT REÇUS	-	-
ECARTS DE REEVALUATION	-	-
RESERVES ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	3 322 666	2 994 185
CAPITAL	1 000 000	1 000 000
ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSE (-)	-	-
REPORT A NOUVEAU (+/-)	-	-
RESULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	337 895	328 481
TOTAL PASSIF	28 639 435	26 554 158

HORS BILAN	(en milliers MAD)	
	31 déc 2022	31 déc 2021
ENGAGEMENTS DONNES	5 185 755	5 556 371
Engagements de anancement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	5 185 755	5 556 371
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	2 781 831	6 458 741
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 781 831	6 458 741
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'Organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	(en milliers MAD)	
	31 déc 2022	31 déc 2021
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 257 205	1 256 736
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1 972	1 890
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 255 077	1 254 846
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuks	-	-
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	156	-
Autres produits bancaires	-	-
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	595 745	619 309
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	255 315	252 685
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	340 207	366 403
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	222	221
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	661 461	637 426
Produits d'exploitation non bancaire	1 712	2 193
Charges d'exploitation non bancaire	178	178
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	60 222	58 919
Charges de personnel	47 319	46 210
Impôts et taxes	840	838
Charges externes	5 375	5 106
Autres charges générales d'exploitation	3 613	3 441
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	3 075	3 325
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	24 713	26 594
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	613	468
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Autres dotations aux provisions	24 100	26 126
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	4 370	2 011
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 275	16
Récupérations sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	3 095	1 995
RESULTAT COURANT	582 429	555 939
Produits non courants	5	236
Charges non courantes	28 409	19 211
RESULTAT AVANT IMPOTS	554 026	536 964
Impôts sur les résultats	216 131	208 484
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	337 895	328 481



ETAT DES SOLDES DE GESTION	(en milliers MAD)	
I- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31 déc 2022	31 déc 2021
(+) Intérêts et produits assimilés	1 257 049	1 256 736
(-) Intérêts et charges assimilées	595 522	619 088
MARGE D'INTERET	661 527	637 647
(+) Produits sur financements participatifs	-	-
(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION	-	-
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS D'IJARA	-	-
(+) Commissions perçues	156	-
(-) Commissions servies	222	221
MARGE SUR COMMISSIONS	- 66	- 221
(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
(+) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
(+) Résultat des opérations de change	-	-
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ	-	-
(+) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
(+) Divers autres produits bancaires	-	-
(-) Diverses autres charges bancaires	-	-
PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPÔTS D'INVESTISSEMENT	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	661 461	637 426
(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	1 712	2 193
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	178	178
(-) Charges générales d'exploitation	60 222	58 919
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	602 772	580 522
(+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	- 662	452
(+/-) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	21 004	24 131
RESULTAT COURANT	582 429	555 939
RESULTAT NON COURANT	- 28 403	- 18 975
(-) Impôts sur les résultats	216 131	208 484
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	337 895	328 481

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	31 déc 2022	31 déc 2021
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	337 895	328 481
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	3 075	3 325
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	24 100	26 126
(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
(+) Dotations non courantes	-	-
(-) Reprises de provisions	3 095	1 995
(-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	96
(+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(-) Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
(+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	361 975	355 840
(-) Bénéfices distribués	-	-
(+) AUTOFINANCEMENT	361 975	355 840

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	(en milliers MAD)	
	31 déc 2022	31 déc 2021
Produits d'exploitation bancaire perçus	1 257 205	1 256 736
Récupérations sur créances amorties	-	-
Produits d'exploitation non bancaire perçus	1 718	2 429
Charges d'exploitation bancaire versées	595 745	619 309
Charges d'exploitation non bancaire versées	28 587	19 389
Charges générales d'exploitation versées	57 147	55 595
Impôts sur les résultats versés	216 131	208 484
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	361 313	356 388
Variation des :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	725	- 656
Créances sur la clientèle	- 665 597	- 975 621
Titres de transaction et de placement	-	-
Autres actifs	- 261 356	- 65 590
Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Dépôts d'investissement placés auprès des établissements de crédit et assimilés	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 706 780	1 361 571
Dépôts de la clientèle	-	-
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	- 1 217 641	- 664 136
Autres passifs	237 239	- 13 227
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	800 149	- 357 659
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	1 161 462	- 1 271
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	1 131 044	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	328	40
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	-	-
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	- 1 131 372	- 40
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement reçus	-	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Dépôts d'investissement remboursés	-	-
Intérêts versés	-	-
Rémunérations versées sur dépôts d'investissement	-	-
Dividendes versés	-	-
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-	-
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	30 091	- 1 311
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	24 384	25 695
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	54 474	24 384

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

* Application des méthodes d'évaluation prévues par le "Plan Comptable des Etablissements de Crédit" entré en vigueur depuis le 01/01/2000.

* Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur (lettre circulaire n° 25/G/97, circulaires n° 19/G/2002 et 38/G/2004), provisionnées à hauteur de :
- 20 % pour les créances pré-douteuses,
- 50 % pour les créances douteuses,
- 100 % pour les créances compromises.

* Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties selon la réglementation en vigueur.

* Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

ETAT DES DEROGATIONS		
INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES		
INDICATIONS DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		
II. Changements affectant les règles de présentation		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES						(en milliers MAD)	
CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31 déc 2022	Total 31 déc 2021	
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	53 982	217	3	-	54 203	24 822	
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-	
au jour le jour	-	-	-	-	-	-	
à terme	-	-	-	-	-	-	
PRETS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-	
au jour le jour	-	-	-	-	-	-	
à terme	-	-	-	-	-	-	
PRETS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-	
AUTRES CREANCES	-	-	-	-	-	-	
INTERETS COURUS A RECEVOIR	489	-	-	-	489	502	
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	54 472	217	3	-	54 692	25 324	

CREANCES SUR LA CLIENTELE				(en milliers MAD)		
CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31 déc 2022	Total 31 déc 2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-	-
Créances commerciales sur le Maroc	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
Autres crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS A LA CONSOMMATION	-	-	-	2 787	2 787	2 262
CREDITS A L'EQUIPEMENT	26 081 692	-	-	-	26 081 692	25 431 002
CREDITS IMMOBILIERS	-	-	-	17 186	17 186	19 852
AUTRES CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	734 469	-	-	-	734 469	727 277
CREANCES EN SOUFFRANCE	12 479	-	-	-	12 479	2 722
Créances pré-douteuses	10 060	-	-	-	10 060	-
Créances douteuses	1 756	-	-	-	1 756	-
Créances compromises	663	-	-	-	663	2 722
TOTAL	26 828 641	-	-	19 974	26 848 614	26 183 116

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR						
(en milliers MAD)						
Titres	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31 déc 2022	Total 31 déc 2021
			Financiers	Non financiers		
Titres cotés		-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées		-	-	-	-	-
Obligations		-	-	-	-	-
Autres titres de créance		-	-	-	-	-
Titres de propriété		-	-	-	-	-
Titres non cotés		1 131 044	-	-	1 131 044	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées		1 131 044	-	-	1 131 044	-
Obligations		-	-	-	-	-
Autres titres de créance		-	-	-	-	-
Titres de propriété		-	-	-	-	-
TOTAL		1 131 044	-	-	1 131 044	-

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT						
(en milliers MAD)						
Titres	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Titres de transaction						
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Titres de placement						
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Titres d'investissement						
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 131 044	1 131 044	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 131 044	1 131 044	-	-	-	-

DETAIL DES AUTRES ACTIFS		(en milliers MAD)
ACTIF	31 déc 2022	31 déc 2021
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Débiteurs divers	251 367	39 395
Sommes dues par l'Etat	250 385	38 263
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	-	-
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-
Divers autres débiteurs	982	1 132
Valeurs et emplois divers	-	-
Comptes de régularisation	311 399	261 254
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	50 290	4 224
Résultats sur produits dérivés de couverture	219 556	222 297
Charges à répartir sur plusieurs exercices	5 560	7 977
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	35 643	26 404
Autres comptes de régularisation	351	351
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-
TOTAL	562 766	300 649

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES									(en milliers MAD)
Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat Net	
Participation dans les entreprises liées									
Autres titres de participation									
MAROCLEAR SA	Dépositaire Central	100 000	0,025%	25	25	31/12/2021	321 509	9 761	
TOTAL PARTICIPATIONS				25	25	-	321 509	9 761	-
EMPLOIS ASSIMILES				-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL				25	25	-	321 509	9 761	-

CREANCES SUBORDONNEES						(en milliers MAD)	
CREANCES SUBORDONNEES	Montant				Dont entreprises liées et apparentées		
	31 déc 2022			31 déc 2021	31 déc 2022	31 déc 2021	
	Brut	Provisions	Net	Net	Net	Net	
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés							
Créances subordonnées à la clientèle							
TOTAL							

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE							31 décembre 2022
NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions au retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements	Provisions	Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Reprise de provisions	
Immobilitisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat					Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Cumul des provisions
Credit-bail sur immobilisations incorporelles							
Credit-bail mobilier							
Credit-bail mobilier en cours							
Credit-bail mobilier loué							
Credit-bail mobilier non loué après résiliation							
Credit-bail immobilier							
Credit-bail immobilier en cours							
Credit-bail immobilier loué							
Credit-bail immobilier non loué après résiliation							
Loyers courus à recevoir							
Loyers restructurés							
Loyers impayés							
Créances en souffrance							
Immobilitisations données en location simple							
Biens mobiliers en location simple							
Biens immobiliers en location simple							
Loyers courus à recevoir							
Loyers restructurés							
Loyers impayés							
Créances en souffrance							
TOTAL							

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES										31 déc 2022 (en milliers MAD)
NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice	
					Montant des amortis. et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	21 033	9	-	21 041	20 713	174	-	20 888	154	
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Immobilisations en recherches et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	21 033	9	-	21 041	20 713	174	-	20 888	154	
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	123 694	319	-	124 013	78 974	2 901	-	81 875	42 138	
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	69 323	-	-	69 323	28 411	1 552	-	29 964	39 359	
Terrain d'exploitation	7 229	-	-	7 229	-	-	-	-	7 229	
Immeubles d'exploitation, Bureaux	61 194	-	-	61 194	27 830	1 530	-	29 360	31 834	
Immeubles d'exploitation, Logements de fonctions	900	-	-	900	581	23	-	604	296	
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	27 260	301	-	27 561	26 167	505	-	26 672	888	
Mobilier de bureau d'exploitation	7 876	-	-	7 876	7 602	50	-	7 652	224	
Matériel de bureau d'exploitation	949	-	-	949	948	1	-	949	0	
Matériel informatique	17 757	301	-	18 058	16 941	454	-	17 395	664	
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	677	-	-	677	677	-	-	677	-	
Autres matériels d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	17 291	18	-	17 309	16 582	638	-	17 220	90	
IMMOBILISATION CORPORELLE HORS EXPLOITATION	9 820	-	-	9 820	7 814	205	-	8 019	1 800	
Terrain hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Immeubles hors exploitation	5 545	-	-	5 545	3 784	139	-	3 922	1 623	
Mobilier et matériel hors exploitation	2 344	-	-	2 344	2 179	27	-	2 207	138	
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	1 931	-	-	1 931	1 851	39	-	1 890	40	
TOTAL	144 726	328	-	145 054	99 687	3 075	-	102 762	42 291	

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS							
(en milliers MAD)							
Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
NEANT							
TOTAL							



DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES						
(en milliers MAD)						
DETTES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31 déc 2022	Total 31 déc 2021
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	-	-	-	-
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	900 000
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	900 000
EMPRUNTS FINANCIERS	-	9 265 530	350 000	2 737 998	12 353 528	8 762 073
AUTRES DETTES	-	-	-	207 148	207 148	202 012
INTERETS COURUS A PAYER	-	92 212	4 033	8 886	105 131	94 943
TOTAL	-	9 357 742	354 033	2 954 032	12 665 807	9 959 027

DEPOTS DE LA CLIENTELE					
(en milliers MAD)					
DEPOTS	Secteur public	Entreprises financières	Secteur privé	Autre clientèle	Total
			Entreprises non financières		31 déc 2021
Comptes à vue créditeurs					
Comptes d'épargne					
Dépôts à terme					
Autres comptes créditeurs					
Intérêts courus à payer					
TOTAL					

TITRES DE CREANCES EMIS						31 déc 2022 (en milliers MAD)			
NATURE DES TITRES (1)	Date de jouissance	Date d'échéance	Caractéristiques			Montant	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés	
Titres de créance négociables						1 000 000			
Certificat de Dépôt	30/12/2019	30/12/2024	100	2,82%	In fine	1 000 000			
Emprunts obligataires						8 834 533			
Emprunts obligataires	20/01/2012	20/01/2027	100	5,30%	Amortissable	333 333			
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2029	100	3,44%	Amortissable	396 200			
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2024	100	3,50%	In fine	151 000			
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2030	100	4,60%	Amortissable	384 000			
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	2,39%	In fine	60 000			
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	2,49%	In fine	220 000			
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	3,92%	Amortissable	192 000			
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2026	100	2,79%	In fine	225 000			
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	3,19%	Amortissable	273 000			
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	3,93%	Amortissable	533 333			
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2027	100	3,30%	In fine	200 000			
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	3,50%	Amortissable	666 667			
Emprunts obligataires	19/07/2018	19/07/2033	100	3,84%	Amortissable	733 333			
Emprunts obligataires	12/07/2019	12/07/2034	100	3,49%	Amortissable	400 000			
Emprunts obligataires	12/07/2019	12/07/2034	100	2,20%	Amortissable	1 200 000			
Emprunts obligataires	18/12/2020	31/03/2036	100	2,20%	Amortissable	1 866 667			
Emprunts obligataires	12/01/2022	12/01/2037	100	2,20%	Amortissable	1 000 000			
TOTAL						9 834 533			
(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt - Emprunts obligataires - Bons de sociétés de financement - Autres titres de créance									

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt - Emprunts obligataires - Bons de sociétés de financement - Autres titres de créance
(2) Amortissement : Annuel - In fine

DETAIL DES AUTRES PASSIFS			
(en milliers MAD)			
PASSIF	31 déc 2022	31 déc 2021	
Instruments optionnels vendus	-	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-	-
Créditeurs divers	233 118	22 330	
Sommes dues à l'Etat	230 288	19 250	
Sommes dues aux les organismes de prévoyance	1 355	1 313	
Sommes diverses dues au le personnel	-	10	
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	-	-	
Fournisseurs de biens et services	1 445	1 649	
Divers autres créditeurs	30	109	
Comptes de régularisation	38 278	11 826	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Comptes d'écart sur devises et titres	-	1 978	
Résultats sur produits dérivés de couverture	27 588	-	
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-	
Charges à payer et produits constatés d'avance	10 400	9 558	
Autres comptes de régularisation	290	290	
TOTAL	271 396	34 157	

PROVISIONS					
(en milliers MAD)					
	Encours 31 déc 2021	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31 déc 2022
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF :	17 475	613	1 275	-	16 813
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	6 020	613	514	-	6 118
Titres de placements	-	-	-	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	-	-	-	-	-
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	11 455	-	760	-	10 695
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	51 705	24 100	3 095	-	72 709
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	51 705	24 100	3 095	-	72 709
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	69 180	24 713	4 370	-	89 522

SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE						
(en milliers MAD)						
	Objet économique	Montant global	Montant 31 déc 2021	Utilisation 31 déc 2022	Montant 31 déc 2022	
Subventions						
Fonds publics affectés						
Fonds spéciaux de garantie						
TOTAL						

DETTES SUBORDONNEES										(en milliers MAD)	
Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur MAD)	Dont entreprises liées		Dont entreprises apparentées		
							Montant [c/v MAD] 31 déc 2022	Montant [c/v MAD] 31 déc 2021	Montant [c/v MAD] 31 déc 2022	Montant [c/v MAD] 31 déc 2021	
Dirhams	200 000		2,30%	10		200 000	-	-	-	-	
Dirhams	800 000		2,35%	10		800 000	-	-	-	-	
TOTAL	1 000 000					1 000 000	-	-	-	-	

(1) Cours Bank Al-Maghrib au 31/12/N
(2) Eventuellement indéterminée
(3) Se référer au contrat de dettes subordonnées

CAPITAUX PROPRES				
(en milliers MAD)				
CAPITAUX PROPRES	Encours 31 déc 2021	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31 déc 2022
Ecarts de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	2 994 185	328 481	-	3 322 666
Réserve légale	-	-	-	-
Autres réserves	2 994 185	328 481	-	3 322 666
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	-
Capital	1 000 000	-	-	1 000 000
Capital appelé	-	-	-	-
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	1 000 000	-	-	1 000 000
Actionnaires - Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets de l'exercice (+/-)	328 481	- 328 481	337 895	337 895
TOTAL	4 322 666	-	337 895	4 660 561

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE		
(en milliers MAD)		
ENGAGEMENTS	31 déc 2022	31 déc 2021
Engagements de financement et de garantie donnés	5 185 755	5 556 371
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmées	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	5 185 755	5 556 371
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmées	5 185 755	5 556 371
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédit données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Garanties de crédit données	-	-
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
Autres cautions et garanties données	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financement et de garantie reçus	2 781 831	6 458 741
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 781 831	6 458 741
Ouvertures de crédit confirmées	2 781 831	6 458 741
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

ENGAGEMENTS SUR TITRES		31 déc 2022 (en milliers MAD)
ENGAGEMENTS	Montant	
Engagements donnés		
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		
Engagements reçus		
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES				
(en milliers MAD)				
	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31 déc 2022	31 déc 2021	31 déc 2022	31 déc 2021
Opérations de change à terme	191 967	222 297	-	-
Devises à recevoir	-	-	-	-
Dirhams à livrer	219 556	222 297	-	-
Devises à recevoir	-	-	-	-
Dirhams à recevoir	27 588	-	-	-
Dont swaps financiers de devises	-	-	-	-
Engagements sur produits dérivés	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-	-	-



VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE				31 déc 2022
				(en milliers MAD)
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du Hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances ou des engagements par signature donnés couverts	
Bons duTrésor et valeurs assimilées	-	-	-	
Autres titres	-	-	-	
Hypothèques	380 000	Compte 2313	380 000	
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-	
TOTAL	380 000		380 000	
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du Hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts	
Bons duTrésor et valeurs assimilées	-	-	-	
Autres titres	-	-	-	
Hypothèques	-	-	-	
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-	
TOTAL				

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE							31 déc 2022
							(en milliers MAD)
	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL	
ACTIF							
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	54 203	-	-	-	-	54 203	
Créances sur la clientèle	41 714	907 699	1 575 736	9 743 871	13 830 653	26 099 673	
Titres de créance	-	-	-	-	-	-	
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	95 917	907 699	1 575 736	9 743 871	13 830 653	26 153 876	
PASSIF							
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	133 179	141 937	587 446	4 289 780	7 408 335	12 560 676	
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-	
Titres de créance émis	133 333	133 333	476 267	4 827 733	4 263 867	9 834 533	
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	1 000 000	1 000 000	
TOTAL	266 512	275 270	1 063 713	9 117 513	12 672 201	23 395 209	

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE					31 déc 2022
					(en milliers MAD)
Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres			
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	
2	6 017 929	5 534 039	483 890	-	

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE		31 déc 2022
		(en milliers MAD)
BILAN	Montant	
ACTIF	-	
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	
Créances sur la clientèle	-	
Titres de transaction et de placement et d'investissement	-	
Autres actifs	-	
Titres de participation et emplois assimilés	-	
Créances subordonnées	-	
Immobilisations données en crédit-bail et location	-	
Immobilisations incorporelles et corporelles	-	
PASSIF	2 954 032	
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 954 032	
Dépôts de la clientèle	-	
Titres de créance émis	-	
Autres passifs	-	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	
Dettes subordonnées	-	
HORS BILAN	Montant	
ENGAGEMENTS DONNES	-	
ENGAGEMENTS REÇUS	2 281 831	

MARGE D'INTERET			31 déc 2022	31 déc 2021
			(en milliers MAD)	
Intérêts perçus	1 257 049	1 256 736		
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1 972	1 890		
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 255 077	1 254 846		
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-		
Intérêts servis	595 522	619 088		
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	255 315	252 685		
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-		
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	340 207	366 403		
TOTAL	661 527	637 647		

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE				31 déc 2022
				(en milliers MAD)
VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE				
Pôle d'Activité	Produit Net Bancaire	Résultat Brut d'Exploitation	Résultat Avant Impôt	
Activité bancaire	661 461	602 772	554 026	
Autres Activités	-	-	-	
TOTAL	661 461	602 772	554 026	
VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE				
Zone Géographique	Produit Net Bancaire	Résultat Brut d'Exploitation	Résultat Avant Impôt	
Maroc	661 461	602 772	554 026	
Autres Zones	-	-	-	
TOTAL	661 461	602 772	554 026	

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE		31 déc 2022
		(en milliers MAD)
CATEGORIE DE TITRES	Produits perçus	
Titres de placement		
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées		
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
TOTAL		

NEANT

COMMISSIONS		31 déc 2022
		(en milliers MAD)
COMMISSIONS	Montant	
Commissions perçues	156	
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	
Sur opérations avec la clientèle	-	
Sur opérations de change	-	
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	
Sur produits dérivés	-	
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-	
Sur moyens de paiement	-	
Sur activités de conseil et d'assistance	-	
Sur ventes de produits d'assurances	-	
Sur autres prestations de service	156	
Commissions versées	222	
Sur opérations avec les établissements de crédit	60	
Sur opérations avec la clientèle	-	
Sur opérations de change	-	
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	
Sur produits dérivés	-	
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	162	
Sur moyens de paiement	-	
Sur activités de conseil et d'assistance	-	
Sur ventes de produits d'assurances	-	
Sur autres prestations de service	-	

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE			(en milliers MAD)
PRODUITS ET CHARGES	31 déc 2022	31 déc 2021	
Produits	-	-	
Gains sur les titres de transaction	-	-	
Plus-value de cession sur titres de placement	-	-	
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	-	-	
Gains sur les produits dérivés	-	-	
Gains sur les opérations de change	-	-	
Charges	-	-	
Pertes sur les titres de transaction	-	-	
Moins value de cession sur titres de placement	-	-	
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	-	-	
Pertes sur les produits dérivés	-	-	
Pertes sur opérations de change	-	-	
RESULTAT	-	-	

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		31 déc 2022
		(en milliers MAD)
		Montant
Charges du personnel	47 319	
Impôts et taxes	840	
Charges externes	5 375	
Autres charges générales d'exploitation	3 613	
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	3 075	
TOTAL	60 222	

AUTRES PRODUITS ET CHARGES		31 déc 2022
		(en milliers MAD)
		Montant
Autres produits et charges bancaires		
Autres produits bancaires	-	
Autres charges bancaires	222	
Produits et charges d'exploitation non bancaires		
Produits d'exploitation non bancaires	1 712	
Charges d'exploitation non bancaires	178	
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	24 713	
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	4 370	
Produits et charges non courants		
Produits non courants	5	
Charges non courantes	28 409	

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL			31 déc 2022
			(en milliers MAD)
INTITULES	Montant	Montant	
I- Résultat Net Comptable	337 895		
Bénéfice net	337 895		
Perte nette		-	
II- Réintégrations fiscales	269 851		
1- Courantes	25 544		
Charges sur exercices antérieurs	358		
Charges hors exploitation	473		
Dotations aux provisions pour risques généraux	24 100		
Dotations aux provisions pour CES	613		
2- Non courantes	244 307		
Impôts sur les sociétés	216 131		
Contribution sociale de solidarité	28 173		
Autres charges non courante	3		
-			
-			
III- Déductions fiscales	23 610		
1- Courantes	23 610		
Reprises sur provisions pour risques généraux	3 095		
Reprises sur provisions pour CES	514		
1/5 Contribution au profit du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus (Covid-19)	20 000		
-			
-			
2- Non courantes		-	
-			
-			
-			
-			
TOTAL	607 746	23 610	
IV- Résultat brut fiscal		584 137	
Bénéfice brut fiscal [A]		584 137	
Déficit brut fiscal [B]			
V- Reports déficitaires imputés [C]*			
Exercice N-4			
Exercice N-3			
Exercice N-2			
Exercice N-1			
VI- Résultat net fiscal		584 137	
Bénéfice net fiscal [A - C]		584 137	
OU			
Déficit net fiscal [B]			
VII- Cumul des amortissements fiscalement différés			
VIII- Cumul des déficits fiscaux restant à reporter			
Exercice N-4			
Exercice N-3			
Exercice N-2			
Exercice N-1			

(*) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS			31 déc 2022
			(en milliers MAD)
I- DETERMINATION DU RESULTAT	Montant		
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	582 429		
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	25 544		
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	23 610		
(=) Résultat courant théoriquement imposable	584 363		
(-) Impôt théorique sur résultat courant	216 214		
(=) Résultat courant après impôts	368 149		
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES			

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE					31 déc 2022
					(en milliers MAD)
NATURE	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)	
A- TVA collectée	10 632	160 946	161 814	9 764	
B- TVA à récupérer	14 336	67 040	66 798	14 578	
Sur charges	14 335	66 979	66 738	14 576	
Sur immobilisations	1	62	60	3	
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	- 3 704	93 906	95 016	- 4 814	

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL			31 déc 2022
			(en milliers MAD)
Montant du capital :	1 000 000		
Montant du capital souscrit non appelé :	-		
Valeur nominale des titres :			
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus Exercice précédent Exercice actuel	Part du capital détenue (%) Pourcentage des droits de vote (%)
ETAT			100 100
TOTAL			100 100

Etat des créances en souffrance et des provisions correspondantes au 31/12/2022						(en milliers MAD)
			31 déc 2022		31 déc 2021	
			Créances	Provisions	Créances	Provisions
Prêts Classiques						
Créances pré douteuses			10 584	419	-	-
Créances douteuses			2 125	194	-	-
Créances compromises			5 927	5 344	8 387	5 812
Sous total 1			18 635	5 957	8 387	5 812
Prêts MEN						
Créances pré douteuses			-	-	-	-
Créances douteuses			-	-	-	-
Créances compromises			995	162	1 227	208
Sous total 2			995	162	1 227	208
Total Général			19 631	6 118	9 614	6 020

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE					31 déc 2022
					(en milliers MAD)
A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant		
Décision du CA : 31/05/2022					
Report à nouveau	-	Réserves légales	-		
Résultats nets en instance d'affectation	-	Dividendes	-		
Résultats net de l'exercice	328 481	Autres affectations	328 481		
Prélèvement sur les bénéfices	-				
Autres prélèvements	-				
TOTAL A	328 481	TOTAL B	328 481		

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES					(en milliers MAD)
	31 déc 2022	31 déc 2021	31 déc 2020		
Capitaux propres et assimilés	4 660 561	4 322 666	3 994 185		
A déduire -Montant concernant le Fonds d'Accompagnement des Collectivités Territoriales	-	-	-		
Capitaux propres et assimilés nets	4 660 561	4 322 666	3 994 185		
Opérations et résultats de l'exercice					
Produit net bancaire	661 461	637 426	622 712		
Résultat avant impôts	554 026	536 964	446 846		
Impôts sur les résultats	216 131	208 484	203 085		
Bénéfices distribués	-	-	-		
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	337 895	328 481	243 762		
Résultat par titre (en MAD)					
Résultat net par action ou part sociale					
Bénéfice distribué par action ou part sociale					
Personnel					
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	40 887	40 366	39 695		
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	91	92	96		

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS			(en milliers MAD)
I. DATATION			
Date de clôture (1)		31/12/2022	
Date d'établissement des états de synthèse (2)		Mars 2023	
(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice			
(2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse			

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1 ^{ère} COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE		
Dates	Indication des événements	
	Favorables	
	Défavorables	

EFFECTIFS			(En nombre)
EFFECTIFS	31 déc 2022	31 déc 2021	
Effectifs rémunérés	91	91	
Effectifs utilisés	91	91	
Effectifs équivalent plein temps	91	91	
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	-	-	
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	-	-	
Cadres (équivalent plein temps)	84	83	
Employés (équivalent plein temps)	7	8	
Dont effectifs employés à l'étranger	-	-	

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS				(en milliers MAD)
TITRES	Nombre de comptes		Montant	
	31 déc 2022	31 déc 2021	31 déc 2022	31 déc 2021
Titres dont l'établissement est dépositaire				
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire				
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

RESEAU			(en nombre)
RESEAU	31 déc 2022	31 déc 2021	

Guichets permanents
Guichets périodiques
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque
Succursales et agences à l'étranger
Bureaux de représentation à l'étranger

COMPTES DE LA CLIENTELE			(En nombre)
COMPTES DE LA CLIENTELE	31 déc 2022	31 déc 2021	
Comptes courants			
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger			
Autres comptes chèques			
Comptes d'affacturage			
Comptes d'épargne			
Comptes à terme			
Bons de caisse			
Autres comptes de dépôts			



DISPOSITIF DE GESTION GLOBALE DES RISQUES

1. Gestion intégrée des risques

1.1 Principes de contrôle et de gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance de la gestion des risques au Fonds d'Equipement Communal repose sur :

- l'engagement résolu du Conseil d'Administration à privilégier la gestion des risques ;
- la forte implication de l'ensemble de l'encadrement de l'Institution dans le processus ;
- des procédures et des responsabilités clairement définies au sein de l'organisation ;
- l'attribution de ressources appropriées pour la gestion des risques et le développement d'une sensibilité aux risques chez toutes les parties prenantes.

1.2 Structure et gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance et la gestion des risques sont assurées par les instances décrites ci-après :

Organe d'Administration

Le Conseil d'Administration est présidé par le Chef du Gouvernement ou par l'Autorité Gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

Il comprend, en outre, les membres suivants :

- 2 représentants du Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale ;
- 1 représentant du Ministère de l'Equipement et de l'Eau ;
- 1 représentant du Ministère de la Transition Energétique et du Développement Durable ;
- le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion ;
- des membres représentant les élus : 8 conseillers communaux désignés parmi les conseillers communaux figurant sur une liste établie à cet effet.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins du FEC l'exigent et au moins deux fois par an.

Le Commissaire du Gouvernement désigné auprès du FEC, conformément aux textes en vigueur, assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration.

Comité d'Audit et des Risques

Le Conseil d'Administration est assisté par un Comité d'Audit et des Risques, conformément aux dispositions légales et réglementaires, relatives au contrôle interne des établissements de Crédit.

Le Comité d'Audit et des Risques comprend, outre le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion, Président :

- le Wali, Inspecteur Général de l'Administration Territoriale (Ministère de l'Intérieur) ;
- le Directeur du Trésor et des Finances Extérieures (Ministère de l'Economie et des Finances).

Le Comité d'Audit et des Risques est chargé notamment de porter son appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et sur la cohérence des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.

Instance Dirigeante

La Direction Générale du FEC évalue l'efficacité du processus de gestion des risques et procède à un examen régulier des politiques, stratégies et initiatives clés en matière de gestion des risques.

La Direction Générale effectue des présentations devant le Comité d'Audit et des Risques, émanation du Conseil d'Administration, sur les principaux aspects et les grandes évolutions de la stratégie de gestion des risques. Le CAR rend compte de ses travaux régulièrement au Conseil d'Administration, à l'occasion de chacune de ses réunions.

Comité de Crédit

Le Comité de Crédit est chargé d'examiner et de consentir les prêts dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Crédit du FEC comprend, outre le Gouverneur, Directeur Général du FEC, Président :

- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant désigné par le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion.

Le Comité de Crédit se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins l'exigent et au moins une fois par mois.

Comité des Risques Interne

Le Comité des Risques Interne, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, se charge notamment de :

- assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie globale de gestion des risques du FEC ;
- s'assurer de la conformité des procédures internes avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur ainsi qu'avec les normes et usages professionnels et déontologiques ;
- assurer le suivi et l'évaluation des dispositifs de prévention des risques mis en place par le FEC ;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations du Comité d'Audit et des Risques et de celles des intervenants du contrôle externe en matière de prévention des risques ;
- examiner les informations relatives à la gestion des risques et s'assurer de leur fiabilité, avant leur transmission aux tiers.

Comité ALCO

Le Comité ALCO, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, a pour attributions :

- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique de gestion Actif-Passif de la Banque, dans ses différentes composantes (refinancement, placement, transformation, couverture, rentabilité des Fonds Propres...), conformément aux orientations stratégiques du Conseil d'Administration et aux dispositions législatives et réglementaires ;
- d'évaluer la politique tarifaire appliquée à la clientèle ;
- de définir les limites nécessaires à l'encadrement des risques taux et liquidité ;
- de veiller aux équilibres bilanciaux de la Banque ;
- d'évaluer l'impact du lancement des nouveaux produits, ou toute nouvelle activité comportant un risque de taux ou de liquidité, sur la situation financière de la Banque;
- de suivre le profil de risque de la Banque (risque de liquidité, de taux et de change) à l'aune des limites internes et réglementaires fixées par la Banque ;
- de valider les conventions et les modes d'écoulement en taux.

Direction des Risques et Contrôle Permanent

La Direction des Risques et Contrôle Permanent est chargée notamment de s'assurer de la fiabilité et de la sécurité des opérations réalisées par le FEC ainsi que de la mise en œuvre de processus efficaces de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques.

Audit Interne

L'Audit Interne est chargé des opérations d'audit portant sur l'organisation, les procédures et le fonctionnement du FEC.

Cette entité assure la réalisation des missions d'audit ainsi que la préparation et le suivi des réunions du Comité d'Audit et des Risques.

L'Audit Interne est également chargé d'apporter l'assistance nécessaire aux intervenants du contrôle externe et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations.

Fonction Conformité

La fonction Conformité est chargée du suivi de la conformité des opérations et des actes du FEC au regard des dispositions légales et réglementaires, applicables au FEC.

Elle est également chargée de la mise en œuvre et du suivi du code déontologique applicable au personnel du FEC.

2. Exposition aux risques

Les risques associés aux activités du Fonds d'Equipement Communal sont les suivants :

Risque de crédit : risque qu'une contrepartie ne puisse pas honorer ses obligations contractuelles.

Risque de liquidité : se rapporte au risque que le FEC ne puisse pas satisfaire aux demandes de liquidités et s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit.

Risque de taux d'intérêt : Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges du FEC, ses revenus et sa valeur économique.

Risques opérationnels : risques de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables aux procédures, aux ressources humaines, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Risque de non-conformité : correspond au risque d'exposition d'un établissement à un risque de réputation, de pertes financières ou de sanctions en raison de l'inobservation des dispositions légales et réglementaires, des normes et pratiques applicables à ses activités ou des codes de conduite.

Risque de change : dû aux fluctuations des taux de change.

2.1 Risque de Crédit

Le FEC est exposé au risque de crédit en raison de son activité d'octroi de prêts.

Politique générale des prêts

Le FEC exige de ses clients un effort d'autofinancement d'au moins 20% du coût de l'investissement, sauf pour des exceptions justifiées et agréées par le Comité de Crédit.

Les taux appliqués sont soit des taux fixes soit des taux révisables.

Le remboursement des prêts FEC s'effectue au moyen de versements annuels, comprenant principal et intérêts.

Prise de décision

La Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge de l'agrément du projet à financer et apprécie le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit ainsi que la capacité du client à mener à bien son projet.

Le Comité de Crédit décide de l'octroi du prêt. Ce dernier est autorisé par un arrêté conjoint signé par les Ministres de l'Intérieur et de l'Economie et des Finances.

Processus de gestion du risque de crédit

A la réception d'une demande de financement d'un projet et en fonction de sa taille, le Pôle Opérations, procède à l'évaluation du projet et à l'analyse de la qualité financière du client.

L'évaluation du projet à financer repose sur une connaissance approfondie du client, de la nature de l'investissement à réaliser et du montage financier mis en place.

L'analyse de la situation financière du client porte sur les données budgétaires des bilans d'exécution des budgets des trois dernières années, et des budgets approuvés respectifs ainsi que sur les données du budget prévisionnel de l'année en cours.

Une analyse rétrospective est établie dans un premier temps, afin de dégager les tendances d'évolution des principales rubriques budgétaires de la Collectivité Territoriale.

Dans un second temps, une analyse prospective est effectuée sur la base des tendances observées afin de mesurer, dans le temps, l'évolution de la capacité d'emprunt de la Collectivité Territoriale.

Le calcul de la capacité d'emprunt intègre les principes suivants :

- la capacité de remboursement de la Collectivité est fonction du niveau d'épargne dégagé ;
- l'épargne maximale convertible en annuité ne doit pas dépasser 80% de l'épargne brute ;
- le taux d'endettement maximum ne doit pas être supérieur à 40%, sauf dérogation expresse du Conseil d'Administration.

Préalablement à tout agrément de prêt, la Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge d'apprécier le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit en se basant sur :

- l'analyse du contenu du dossier-client : données générales et juridiques, données financières et techniques ;
- l'analyse de la situation financière rétrospective et prospective du client, ce qui permet de déterminer la qualité financière intrinsèque de celui-ci et d'apprécier divers ratios d'endettement, de solvabilité ainsi que la capacité d'autofinancement ;
- l'appréciation de la qualité du client sur la base de l'historique des remboursements des prêts déjà contractés et de la situation de ses arriérés vis-à-vis du FEC ;
- l'appréciation de l'évaluation du projet sur la base de ratios techniques communément admis par type de projets ;
- le jugement de la nécessité d'assortir, le prêt à consentir à la fourniture de garanties et la proposition des mesures de correction de risque à mettre en place.

Les conditions générales d'octroi de prêts

Au même titre que les autres dettes des Collectivités Territoriales, les annuités d'emprunt FEC sont assorties de l'obligation légale d'inscription dans leurs budgets.

Les contrats de prêts FEC prévoient :

- une clause suspensive des décaissements en cas de détérioration de la situation financière de l'emprunteur ;
- une clause suspensive des décaissements en cas de retard de paiement dépassant 30 jours.

Profil de solvabilité

A fin décembre 2022 :

Les risques nets pondérés supportés par le FEC se sont établis à 7 271 719 Milliers de DH et sont constitués à hauteur de 83% du risque de crédit et de 17% du risque opérationnel.

Dans le respect des exigences prudentielles, le ratio de solvabilité s'est établi à 77,80%, tandis que le ratio Tier One s'est affiché à 64,08% reflétant ainsi le bon niveau de solvabilité de l'Institution.

Analyse du portefeuille de crédit

Les créances sur la clientèle, constituées de 99,89% d'engagements au profit des Collectivités Territoriales, ont totalisé 26 855 766 Milliers de DH au 31 décembre 2022.

Les engagements de financement donnés par le FEC en faveur de la clientèle se portent, au 31 décembre 2022, à 5 185 755 Milliers de DH.

L'analyse de la situation des engagements hors bilan arrêtée au 31 décembre 2022, fait ressortir que 61,35% du volume global correspond à des prêts récents engagés depuis moins de 3 ans.

Provisions, politique de provisionnement et couverture des risques de crédit

La Direction Comptabilité & Reporting se charge du processus de classement et de provisionnement des créances en souffrance.

Les créances sur les Collectivités Territoriales sont affectées d'un taux de pondération de 20%.

La politique de classification et de provisionnement est conforme aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib.

Coefficient de Division Des Risques

Le FEC veille en permanence, au respect du rapport maximum de 20% entre le total des risques encourus sur un même client et ses fonds propres.

Dans le cadre des demandes de financement, les entités opérationnelles ainsi que la Direction des Risques et Contrôle Permanent s'assurent du respect du coefficient de division des risques, lequel est également suivi par la Direction Comptabilité et Reporting.

Le coefficient de division des risques s'établit, selon les modalités de la circulaire n°08/G/2012 de Bank Al-Maghrib à 10,79% à fin décembre 2022 se situant ainsi en dessous du seuil réglementaire fixé par BAM.

En application de la directive n°2/G/2010 de Bank Al-Maghrib, relative à la pratique des stress tests et dans le but de renforcer les outils de mesure et d'appréciation du risque crédit, des stress tests ont été effectués afin d'évaluer le degré d'aversion du FEC à ce risque.

Les résultats issus des stress tests minimaux au sens de ladite directive, incorporant des changements potentiels dans la composition du portefeuille du FEC, témoignent de la capacité de résistance du FEC au risque crédit. Le FEC affiche dans l'ensemble des scénarii un ratio de solvabilité supérieur au seuil réglementaire et un taux des créances en souffrance ne dépassant pas 1%.

2.2 Gestion Actif/Passif

Responsables de la gestion Actif/Passif

La gestion des risques ALM est assurée par Département Contrôle de Gestion et ALM relevant de Direction Financière. Les attributions de ce Département relatives à la gestion des risques ALM portent notamment sur :

- L'identification, l'évaluation et la gestion des risques de liquidité, de taux et de change et ce, conformément aux exigences réglementaires en la matière ;
- La contribution à la définition des limites nécessaires à l'encadrement des risques de taux et de liquidité ;
- La contribution à l'évaluation de l'impact du lancement de nouveaux produits, ou de toute nouvelle activité comportant un risque de taux ou de liquidité, sur la situation financière de la Banque ;
- L'élaboration d'instruments de suivi et d'analyses adaptés : tableaux de bord pour évaluer la structure du bilan et les risques financiers, mesure de la sensibilité et de l'exposition aux risques de taux et de liquidité, analyse des indicateurs de suivi du risque de taux global (Gap de taux, stress test VAN...) et veille sur les équilibres bilanciaux de la Banque ;
- La proposition de mesures à même d'atténuer les risques de liquidité, de taux et de change;
- La mise en œuvre de la politique de couverture des risques de taux, de liquidité et de change;
- L'élaboration de reportings réglementaires et internes relatifs au périmètre de l'ALM ;
- Le suivi de la prise en charge des recommandations de Bank Al-Maghrib et des auditeurs internes/externes en matière de risques de liquidité, de taux et de change ;
- La participation à l'animation du comité ALCO [préparation des dossiers, suivi de la mise en œuvre des recommandations ...].

Le Comité ALCO, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, se charge du suivi transversal et collégial des risques financiers auxquels est exposée l'institution et de l'examen des décisions pouvant impacter la gestion Actif-Passif.

Gestion Actif/Passif

Le FEC a mis en place un dispositif de pilotage des risques bilanciaux tels que les risques de liquidité et de taux d'intérêts, de telle sorte à pouvoir suivre leur évolution de manière continue en fonction de la tendance des marchés financiers, et de l'activité de la Banque.

Afin de préserver les équilibres du bilan dans un horizon moyen et long termes, le dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt mis en place veille à :

- Assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- S'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des fonds propres ;
- Orienter la stratégie de la Banque en matière de refinancement.

Risque de Liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque pour la Banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements à leur échéance.

Le FEC peut être exposé au risque de liquidité qui peut se présenter sous l'une des formes suivantes :

- L'incapacité de l'établissement de lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un tirage important des engagements de financement donnés aux CT.
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long terme par des passifs à court terme.

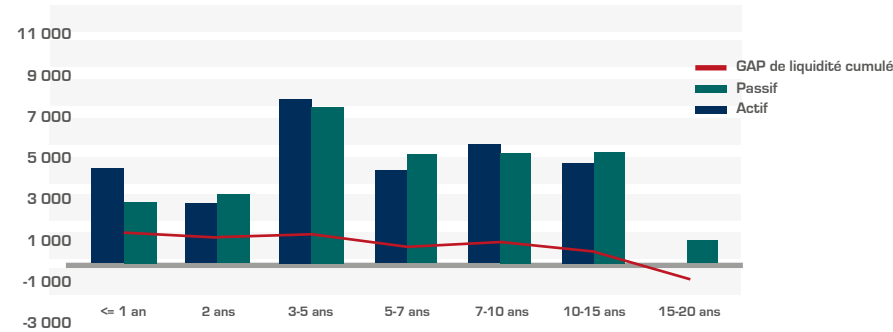
Approche retenue dans le calcul des Gaps de liquidité :

La mesure de ce risque est basée sur des éléments de bilan à une date d'arrêté donnée, classés selon leur durée résiduelle, et sur lesquels sont appliquées les lois d'écoulements et conventions ALM. L'impasse statique en flux permet de déterminer l'excédent ou le besoin de ressources à moyen/long termes dans l'hypothèse qu'il n'y ait pas de production nouvelle d'actifs et de passifs.

Au 31 décembre 2022, le profil des impasses de liquidité se présente comme suit :

Un gap de liquidité positif en 2023 de 1 479 MDH.

IMPASSES ANNUELLES DE LIQUIDITÉ



Gestion du Risque de Taux d'intérêt (IRRBB)

Le risque de taux d'intérêt correspond à la sensibilité du bilan quant aux mouvements futurs des taux d'intérêt. L'appréciation de ce risque s'effectue à travers un ensemble de simulations de stress test, notamment dans le cadre de six scénarii.

L'analyse et l'évaluation des risques de taux d'intérêt obéit à une double logique à savoir la préservation de la marge d'intérêt et de la valeur économique des fonds propres.

La Banque a opté pour l'approche dite méthode des échéances en mode statique. Cette approche consiste à écouler toutes les positions du bilan en statique en fonction de leurs caractéristiques contractuelles ou conventionnelles.

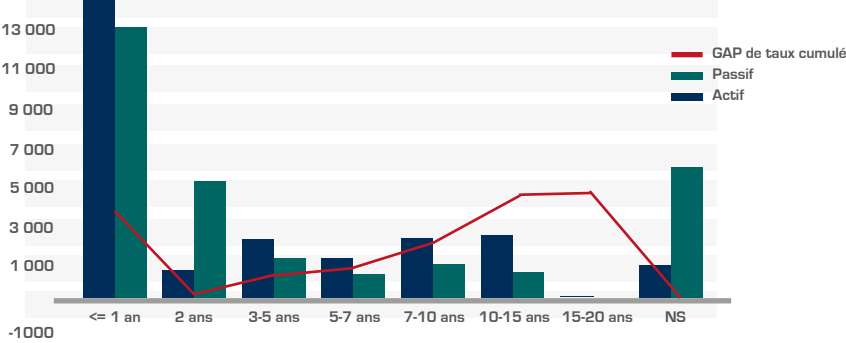
La méthode dite des gaps est une mesure classique de l'exposition au risque de taux. Une impasse en taux est la différence, algébrique, entre les emplois et les ressources sur une période donnée :

- pour les encours à taux fixe : l'écoulement est contractuel et représente les flux de trésorerie en tenant compte des caractéristiques des actifs et passifs ;
- pour les encours à taux révisable : les flux représentent les écoulements en liquidité jusqu'à la prochaine date de révision des taux.

Exposition au 31 Décembre 2022

Au 31 décembre 2022 et en l'absence de toute production nouvelle, l'impasse de taux est positive sur la première année de +3 851 Mdh. Ceci est dû à la structure en taux du bilan FEC qui présente une nette prépondérance des emplois à taux variable.

IMPASSES ANNUELLES DE TAUX



Risque de Change

Afin de se prémunir contre le risque de change, le FEC a mis en place une couverture parfaite et intégrale et ce à l'occasion :

- Des deux tirages effectués au cours de l'exercice 2019 sur une ligne de crédit contractée en 2018 auprès d'un bailleur de fonds étranger ;
- Des deux tirages effectués respectivement de 50 millions d'euros en 2021 et 100 millions d'euros en 2022 au titre d'une ligne de crédit contractée en 2021.

Pour rappel, la couverture du risque de change afférent à la majorité des emprunts extérieurs mobilisés par le FEC au cours des années 90, est prise en charge par l'Etat (Ministère de l'Economie et des Finances /Direction du Trésor et des Finances Extérieures) moyennant rémunération, dans le cadre d'un système propre à chaque ligne de prêt.

2.3 Risques Opérationnels

Au cours des dernières années et conformément aux dispositions de Bank Al-Maghrib et aux principes de bonne gouvernance, le FEC a mis en place un dispositif de contrôle interne évolutif qui permet :

- d'assurer la fiabilité et l'intégrité des informations financières et comptables produites ;
- de s'assurer que les opérations sont réalisées conformément aux lois et règlements en vigueur et selon les orientations et normes de gestion définies par l'Organe de Direction et l'Organe d'Administration ;
- de prévenir et de maîtriser les risques liés à son activité à travers des procédures bien définies et régulièrement contrôlées.

La Direction Générale supervise le dispositif de gestion des risques opérationnels et assure le suivi des actions entreprises pour son renforcement.

Cadre Général

Le FEC a entrepris plusieurs actions pour le renforcement du dispositif de contrôle interne et la mise en place du socle nécessaire pour la construction d'un dispositif de gestion des risques opérationnels robuste et pérenne adossé aux meilleures pratiques et conforme aux exigences réglementaires :

» Mécanisme de délégations de signatures

Le FEC a mis en place un mécanisme évolué de délégations de signatures, basé sur une définition précise des pouvoirs et une délimitation claire des responsabilités. Ce mécanisme répond aux principes suivants :

- Le principe de double signature est obligatoire pour toutes les opérations affectant les comptes du FEC ou d'autres éléments de son actif ;
- La séparation entre l'initiation et l'exécution d'une part, et le contrôle d'autre part ;
- Les remplacements sont systématiquement prévus en cas d'absence ou d'empêchement d'une personne de sorte à assurer la continuité de service.

» Manuel de procédures générales

Le FEC est doté d'un manuel de procédures générales couvrant tous les processus fonctionnels des domaines Pilotage, Métiers et Support. La cartographie générale des processus et procédures a été élaborée selon les exigences de la norme Qualité ISO 9001 V2008.

Par ailleurs, l'intégration de l'outil de modélisation MEGA process a permis d'avoir un référentiel des procédures unique, structuré et accessible par tous les collaborateurs du FEC à travers un site intranet. Ce référentiel fait l'objet d'une maintenance évolutive régulière.

» Manuel de procédures et d'organisation comptable

Le FEC est doté d'un manuel de procédures et d'organisation comptable permettant de s'assurer que :

- toutes les opérations réalisées par le FEC sont fidèlement traduites en enregistrements comptables ;
- tous les enregistrements sont conformes au Plan Comptable des Etablissements de Crédit et à la réglementation en vigueur ;
- toutes les informations financières et comptables diffusées en interne et externe sont fiables, complètes et intelligibles pour ses utilisateurs.

» Manuel de contrôle interne

Conformément à la réglementation en vigueur et aux meilleures pratiques en la matière, le FEC est doté d'un manuel de contrôle interne lui permettant de veiller à la régularité et à la bonne application des procédures mises en place ainsi qu'à la formalisation des points de contrôle.

» Plan de Continuité d'Activité

Conformément aux dispositions de la circulaire n°4/W/2014 du Wali de Bank Al-Maghrib, relative au contrôle interne des établissements de crédit et de la directive n°47/G/2007 de Bank Al-Maghrib, relative au plan de continuité de l'activité au sein des établissements de crédit, le FEC dispose d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA), qui a été approuvé par le Conseil d'Administration. Le PCA permet au FEC d'assurer le fonctionnement de la Banque en mode dégradé ainsi que la reprise des activités, et ce, selon divers scénarios de crise.

La mise en œuvre du PCA du FEC a porté notamment sur la mise en place des :

- Dispositifs de continuité Système d'Information ;
- Dispositifs de continuité logistique ;
- Dispositifs de continuité ressources humaines ;
- Dispositifs de continuité des opérations.

Afin d'assurer le maintien opérationnel des dispositifs mis en place, le corpus documentaire PCA (Etude de criticité, Stratégie de continuité, Plan de maintenance opérationnel, Annuaire de crise...) est mis à jour régulièrement et un plan de maintenance et de renforcement du PCA du FEC est en cours d'élaboration. Par ailleurs, le FEC continue à assurer une veille permanente quant à la survenance de tout événement pouvant nécessiter l'activation de son PCA, afin de garantir la continuité d'activité de la Banque et la sécurité de ses collaborateurs. Ainsi, et en l'absence d'incident nécessitant son activation, le PCA du FEC n'a pas été activé au cours du deuxième semestre de l'année 2022.

Gestion des risques opérationnels

Le FEC est doté d'une cartographie des risques opérationnels qui a été reconstruite en 2010 en s'appuyant sur la typologie Bâle II et dont la mise à jour s'effectue annuellement. Cette cartographie couvre les processus relevant des domaines crédit, support et systèmes d'information et permet de cibler les processus nécessitant une surveillance particulière ou renforcée.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au FEC, dans le cadre de la réforme Bâle II et en application de la Directive n°29/G/2007 émise par Bank Al-Maghrib, permet l'identification, l'évaluation des risques opérationnels ainsi que le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés. Ce dispositif a été complété en 2011 par une base de collecte des incidents qui permet de dégager une vision objective des risques encourus et la réévaluation de ces risques par les résultats de la collecte des incidents opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels est entièrement automatisé suite au déploiement d'une application SI, permettant d'assurer :

- l'identification, l'évaluation et la surveillance des risques opérationnels à travers la cartographie des risques ;
- la conciliation de la cartographie des risques avec le manuel des procédures générales ;
- le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés ;
- la collecte des incidents liés aux risques opérationnels.

Organisation

Sur le volet organisationnel, le pilotage du dispositif de gestion du risque opérationnel est assuré par la Direction des Risques et Contrôle Permanent. Cette dernière s'appuie sur des correspondants risques opérationnels (CRO) au niveau des entités Métiers et Supports.

Ces CRO se chargent de la remontée d'incidents opérationnels, de l'analyse de la base de collecte de ces incidents et de la mise en œuvre des plans d'action de couverture des risques majeurs.

A cet effet, une procédure de collecte et de remontée des incidents opérationnels ainsi qu'une fiche de déclaration de la survenance d'un incident opérationnel ont été élaborées et mises à la disposition des CRO afin d'outiller la démarche de collecte et de remontée des incidents.

La gouvernance des risques opérationnels est assurée par le Comité des Risques Interne.

Couverture des risques opérationnels

Conformément aux dispositions réglementaires relatives aux exigences minimales en fonds propres, le FEC procède depuis Décembre 2011 à la couverture des risques opérationnels.

L'exigence en fonds propres pour la couverture des risques opérationnels est calculée selon l'approche "indicateur de base", soit égale à 15% de la moyenne du produit net bancaire, calculée sur les 3 dernières années.

2.4 Risques de Non-Conformité

Conformément à la directive n°49/G/2007 de Bank Al-Maghrib relative à la fonction conformité du 31 août 2007, le FEC s'est doté d'une politique et d'une charte de conformité.

Afin d'assurer un développement maîtrisé de ses activités et pour se conformer pleinement aux exigences réglementaires en matière de gestion des risques, une feuille de route a été mise en place par le FEC pour la formalisation d'une stratégie globale des risques déclinée en politiques et stratégies par type de risque.

mazars

101, Bd Abdelmoumen
20360 Casablanca
Maroc

Coopers Audit

83, Avenue Hassan II
Casablanca
Maroc

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA
SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX****EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du Fonds d'Equipelement Communal comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 5.671.351 KMAD dont un bénéfice net de 337.895 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel du fonds et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds d'Equipelement Communal établis au 31 décembre 2022, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 22 mars 2023

Les Commissaires aux Comptes**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tel : 0522 42 34 25
Fax : 0522 42 34 00

Taha FERDAOUS
Associé

COOPERS AUDIT MAROC S.A

COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tel: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 34

Abdellah LAGHCHAOU
Associé



Fonds d'Equipeement Communal
Espace Oudayas, angle avenue Annakhil et avenue Ben Barka
B.P. 2175 - Hay Ryad 10 100 - Rabat - Maroc
Tél: +212 (0) 537 56 60 90 à 93 - Fax: +212 (0) 537 56 60 94

www.fec.ma